



JULIEN MATHIS,
co-fondateur et p-dg
Europe de Centreon

ADMINISTRATION

Les défis de la transformation numérique du secteur public



sur des méthodologies et des règles partagées par tous.

Rationaliser la dépense en optimisant et en maîtrisant les budgets IT

Dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques, la mutualisation doit viser la réduction des coûts tout en renforçant la performance. Les DSI doivent également rationaliser leurs ressources humaines et matérielles, mais aussi faciliter la prise de décisions communes pour optimiser les temps et les coûts de développement et de déploiement. Sans oublier que toute panne a un coût. Chaque année 26,5 milliards de dollars sont perdus en raison de pannes informatiques.

L'objectif est donc simple : améliorer l'efficacité du SI car sa disponibilité impacte directement les agents et les usagers. De plus, la tendance est à la centralisation des applications critiques et à la rationalisation des ressources. Pour réussir le virage numérique, ces deux composantes deviennent indispensables, avec des investissements qui porteront leurs fruits sur le long terme.

Pourquoi miser sur la supervision centralisée ?

Si les organisations publiques recentrent leurs investissements et leurs ressources sur le déploiement de solutions de supervision informatique centralisées, automatisées et partagées c'est parce qu'elles offrent de nombreux atouts dans un contexte de transformation organisationnelle et numérique.

La supervision informatique est devenue essentielle pour garantir la performance de l'IT et assurer les objectifs de services, de mutualisation et de rationalisation induits par la transformation de l'État. Elle est interopérable, flexible et évolutive pour répondre aux enjeux d'efficacité et de réduction des coûts, totalement en phase avec le nouveau virage numérique du secteur public. ■



La modernisation du secteur public s'accélère et face aux enjeux d'amélioration du service délivré, les équipes informatiques sont directement impliquées dans la mutation de l'État. La performance des métiers passant par l'IT (les technologies de communication), les ITOps du secteur public sont donc en première ligne pour relever les challenges de la transformation organisationnelle et numérique de l'État. Pour y parvenir, ils doivent mutualiser les infrastructures et les outils et rationaliser les solutions IT et les dépenses.

Lancé par le gouvernement en 2017, le programme Action Publique 2022 définit les contours de la transformation du service public, il comprend trois objectifs clés : offrir un environnement de travail modernisé pour les agents publics ; améliorer la qualité du service pour les usagers ; accompagner la baisse des dépenses publiques pour les contribuables.

Cette politique impacte directement les DSI (directeurs des systèmes d'information) du secteur public et les équipes Infrastructures et Production, garantes de la disponibilité du système d'information (SI). Pour faire face à ces défis majeurs, les ITOps du secteur public mutualisent et rationalisent leurs outils en s'appuyant sur la supervision informatique.

Réussir la mutualisation en transformant et pilotant les infrastructures

Un grand nombre d'organisations et d'établissements publics doivent gérer des infrastructures et des SI hétérogènes. Les équipes ITOps lancent ainsi des chantiers considérables pour transformer leurs infrastructures et mutualiser les moyens et les outils. Puis, il s'agit d'accroître la performance IT globale de l'organisation et enfin, de faciliter la maintenance et l'évolution des périmètres pour intégrer de nouveaux sites et organisations.

Les DSI d'organisations publiques sont de plus en plus nombreux à mettre en place des équipes ITOps uniques s'appuyant sur une solution de supervision unique et partagée par tous. La refonte des infrastructures est souvent le déclencheur pour une supervision moderne et centralisée afin de massifier et simplifier les pratiques et les outils. Toutes les administrations sont concernées et la mise en place d'un outil unique doit s'appuyer

« L'objectif est donc simple : améliorer l'efficacité du SI car sa disponibilité impacte directement les agents et les usagers. »